

Après le sommet de Bruxelles, la cacophonie européenne est ravivée

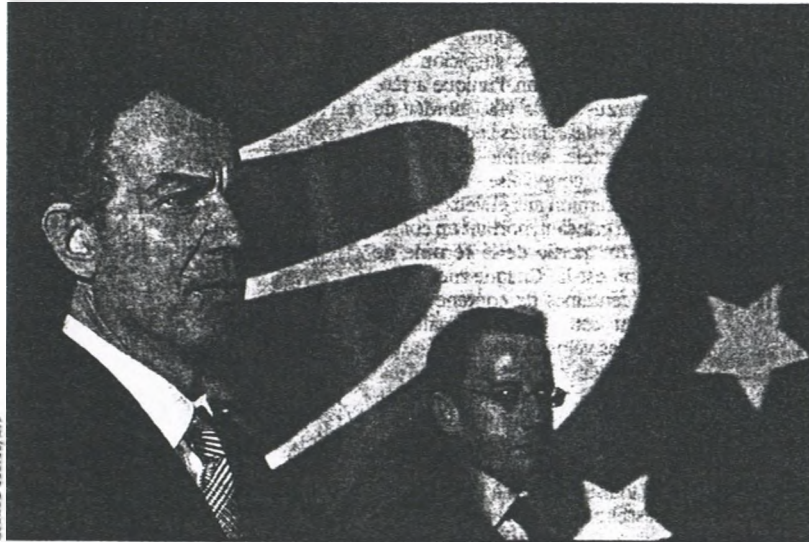
Tony Blair a écrit aux treize futurs membres de l'UE pour relativiser la position française visant à éviter la guerre contre Bagdad. Gerhard Schröder, chez lui, assure que l'Allemagne voit dans l'éventualité d'un recours à la force une menace « généraliste et abstraite »

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'encre du communiqué de leur « position commune » du lundi 17 février à propos de l'Irak à peine sèche, les Européens ont-ils succombé à leurs vieux démons ? Jacques Chirac avait parlé, lundi soir, d'une « mini-crise » surmontée. Mais dans le même temps, le président français s'était laissé aller à une diatribe – pas du tout improvisée – contre les pays candidats à l'Union européenne coupables de s'aligner sur les positions américaines, pays à ses yeux « pas très bien élevés et un peu inconscients ». Le commentaire a provoqué la bronca attendue dans les capitales concernées, et une immédiate réaction de solidarité pour les victimes de la vindicte présidentielle de la part de... Tony Blair.

Dans une lettre datée du jour (!) de la rencontre avec ses homologues de l'Union, le premier ministre britannique a écrit aux chefs d'Etat et de gouvernement des treize pays candidats – qui se sont rendus mardi à Bruxelles – afin de « partager » avec eux ses « impressions » relatives à ses discussions avec ses pairs.



Tony Blair à son arrivée au sommet de Bruxelles, lundi 17 février. Le premier ministre britannique a indiqué dans sa lettre aux treize pays candidats à l'UE qu'« éviter la guerre avec l'Irak ne signifiera pas éviter la fin du bain de sang pour le peuple irakien ».

En réalité, il défend surtout ses thèses : « Éviter la guerre avec l'Irak ne signifiera pas éviter la fin du bain de sang pour le peuple irakien », indique-t-il. Pour les Européens, ajoute-t-il, « les Nations unies doivent être un moyen de régler le problème [Saddam Hussein] auquel nous sommes confrontés ; pas de l'éviter ». A peine rentré à Berlin, le chancelier Gerhard Schröder assurait de son côté que l'Allemagne n'a « en aucune manière » changé sa position sur l'usage de la force dans la crise irakienne, et qualifiait de « généraliste et abstraite » la référence du communiqué commun, qu'il a pourtant avalisé, à une guerre « en dernier recours ».

Ainsi, l'unité européenne retrouvée a-t-elle semblé aussi vite reperdue. En établissant une claire distinction entre les pays membres de l'Union qui, étant « dans la famille, ont plus de droits », et les autres, qui ont surtout celui de « se taire », M. Chirac a donné l'impression d'établir une nouvelle ligne de fracture européenne. Du moins est-ce ainsi que les intéressés ont interprété ses propos. De Sofia à Varsovie, de Budapest à Bucarest et Bratislava, bien des réactions irritées ont été exprimées, même si la réaction d'ensemble de l'Europe ex-communiste a été plutôt digne.

« La position française montre une certaine nervosité », a estimé

Lubomir Ivanov, vice-ministre bulgare des affaires étrangères, en esquissant, par sa référence à la nécessaire unité du Conseil de sécurité, une critique du manque de sérénité des propos présidentiels, une allusion historique au carcan dirigiste dont les pays d'Europe de l'Est ont souffert et un discret rappel au fait que la Bulgarie occupe l'un des sièges européens au Conseil de sécurité des Nations unies.

C'est en des termes assez robotisés eux aussi que, inversement, Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, a souligné que l'Union européenne n'est pas « le pacte de Varsovie », ajoutant : « Il faut faire

preuve d'une certaine générosité lorsque certains ne sont pas d'accord avec nous. » M. Patten faisait ainsi écho aux propos de Tony Blair, qui a estimé que les pays candidats « ont autant le droit de parler que la Grande-Bretagne ou la France ». « J'espère que personne n'est en train de suggérer qu'ils ne devraient pas être des membres à part entière [de l'UE], et ne devraient pas avoir le droit de s'exprimer », a-t-il insisté.

La question de savoir si la parole doit être aussi libre pour les pays qui aspirent à rejoindre le « club » européen que pour ceux qui en sont membres a été évoquée par beaucoup. « Les propos de M. Chirac ne sont pas propres à l'esprit démocratique de l'UE », a estimé pour sa part le président roumain, Ion Iliescu. Nous ne vivons plus en un XIX^e siècle marqué par l'arrogance de l'aristocratie, nous avons le droit à nos propres opinions. » « Je ne vois pas de contradiction entre l'appartenance à l'Union européenne et de bonnes relations avec les Etats-Unis », a abondé Włodzimierz Cimoszewicz, le ministre polonais des affaires étrangères.

Costas Simitis, le premier ministre grec, qui, en sa qualité de président en exercice du Conseil européen, rendait compte de la rencontre avec les représentants des Treize, s'est voulu conciliant. En Europe, a-t-il expliqué, il y a plusieurs voix et chacun « est libre d'exprimer son opinion ». Il est normal, a-t-il poursuivi, « que tout nouvel arrivant dans notre famille [euro-

péenne] doive s'adapter à nos méthodes de travail. Cela prend quelque temps ; quelquefois on ne sait pas comment se comporter dans une nouvelle famille ». Mardi, les Treize ont d'ailleurs fait preuve de cohésion européenne en s'alignant purement et simplement sur les conclusions des Quinze sur l'Irak, avec cependant une nuance : « C'est notre Europe, écrivent-ils, qui entretient un fort partenariat avec les Etats-Unis », une manière de rappe-

Pour Washington, la déclaration de l'UE « reflète en gros la position américaine »

ler que le clivage transatlantique qui traverse l'Union européenne n'existe pas parmi les pays de l'Europe ex-communiste, où chacun tient au maintien de relations étroites avec Washington.

L'administration américaine s'est empressée, de son côté, d'enfoncer le clou : la déclaration des Quinze « reflète en gros la position américaine », a commenté Ari Fleischer, le porte-parole de la Maison Blanche. « Quand vous regardez l'Europe, a-t-il souligné, la situation est qu'à l'exception de la France et de l'Allemagne, elle est unie derrière les Etats-Unis. »

Laurent Zecchini

Le Parlement français débatera la semaine prochaine

JEAN-PIERRE RAFFARIN a confirmé, mardi 18 février, la tenue d'un débat sur l'Irak au Parlement français « la semaine prochaine ». Après avoir reçu à Matignon, en présence du ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, l'ensemble des responsables parlementaires - présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat; responsables des groupes et présidents des commissions des affaires étrangères et de la défense -, le premier ministre a indiqué que son objectif était que « l'ensemble des parlementaires détiennent l'information et connaissent bien les choix de la France ».

Le chef du gouvernement n'a pas arrêté sa décision quant à l'organisation éventuelle d'un vote à l'issue de ce débat. « Nous verrons les circonstances. Il n'y a pas de décision sur ce sujet, le sujet est ouvert, tout dépend de l'actualité internationale, tout dépend du calendrier », a précisé M. Raffarin. Selon l'un des participants à cette réunion, le premier ministre aurait évoqué la difficulté de préciser la nature du texte qui serait soumis, dans cette hypothèse, à l'approbation des parlementaires. A Matignon, on semblait s'en tenir, mardi soir, à l'organisation d'un premier débat sans vote. De même source, on précisait qu'*a priori*, seule une modification substantielle de la situation diplomatique rendrait nécessaire, ultérieurement, une telle consultation des parlementaires. « A titre personnel, j'estime qu'un vote n'est pas utile », confie le vice-président du groupe UMP de l'Assemblée, Bernard Accoyer. Interrogé sur Europe 1, mercredi matin, le président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré, a réaffirmé, à l'inverse, qu'il était « personnellement » favorable à un vote. M. Debré a précisé qu'il jugeait « important pour les autres Etats européens » et « vis-à-vis du monde », « qu'on puisse dire que l'action conduite par Jacques Chirac, soutenue par le gouvernement, fait l'unanimité des responsables politiques ».

Nul doute que le gouvernement obtiendrait, dans cette hypothèse, le soutien de la quasi-totalité des parlementaires. « La position française pour la paix est la bonne. Si elle continue d'être ferme comme elle l'est, alors nous dirons oui à l'union sacrée pour la paix », a déclaré à sa sortie de Matignon le chef de file des députés PS, Jean-Marc Ayrault. « Tout le monde est d'accord pour dire que la position de la France est une position positive », a renchérit son homologue du PCF, Alain Bocquet, en précisant que « le problème du vote a maintenant un côté secondaire ».

Le Monde 20.2.03

Les propos de Jacques Chirac suscitent l'amertume derrière l'ancien rideau de fer

BUCAREST

de notre correspondant *

Dans les pays qui se trouvaient, il y a treize ans, derrière le rideau de fer de la guerre froide, c'est l'amertume. Est-on vraiment abandonnés par l'Union européenne ? C'est la question qu'on se pose de Sofia à Varsovie en passant par Bucarest. Les critiques que le président Jacques Chirac a exprimées, lundi 17 février, au sujet de l'attitude pro-américaine des pays candidats à l'UE, ont fait l'effet d'une douche froide dans l'ensemble de l'Europe ex-communiste. Malgré les tentatives pour dédramatiser le discours du président français, les hautes sphères du pouvoir de l'Europe centrale et orientale s'inquiètent de l'avertissement de la France.

« Ces pays ont été à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine », a déclaré M. Chirac. Maladresse diplomatique ? Le vrai problème est que le président français a dit ce qu'une

partie des Quinze pensent à l'égard de ceux qui frappent aux portes de l'Europe. Il y a donc des raisons pour s'inquiéter chez les anciens satellites de l'Union soviétique.

Mis à part les dix invités à intégrer l'UE en 2004, les pays les plus frappés par les paroles du président français sont la Roumanie et la Bulgarie, dont l'adhésion à l'Europe a été repoussée jusqu'en 2007 en raison du retard que ces deux pays ont accumulé sur le chemin des réformes. « C'est un manque de sagesse que de séparer les pays en pro-américains et anti-américains », a déclaré le président roumain Ion Iliescu. Cette séparation me rappelle une thèse que je pensais révolue, selon laquelle qui n'est pas avec nous est contre nous. »

Le vice-ministre bulgare des Affaires étrangères, Lubomir Ivanov, a rappelé à M. Chirac l'influence que son pays, qui siège comme membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, peut exercer sur la question irakienne, ajoutant : « Ce n'est pas la

première fois que des pressions sont exercées sur nous, mais, selon moi, ce n'est pas là une approche productive pour arriver à l'unité au Conseil. »

Le même son de cloche a résonné à Varsovie, où la querelle sur l'Irak a dominé, mardi 18 février, une rencontre des ministres de la



« C'est un manque de sagesse que de séparer les pays en pro-américains et anti-américains »

ION ILIESCU

défense français, polonais et allemand qui devaient peaufiner leur coopération dans le cadre du « Triangle de Weimar ». Après une séance de déclarations diplomatiques, les acteurs de cette réunion sont passés à l'heure de vérité devant des journalistes. « On gagne souvent à se taire, quand on n'est pas tout à fait sûr de la façon dont les choses se déroulent », a lancé le ministre française de la défen-

se, Michèle Alliot-Marie. « Il vaut mieux ne pas mettre de l'huile sur le feu et contenir la rhétorique », lui a rétorqué son homologue polonais, Jerzy Szmajdzinski. Et de continuer, en faisant référence aux discours de Donald Rumsfeld et de Jacques Chirac : « Les paroles, une fois prononcées restent. Il ne devrait pas y avoir celles sur la vieille et nouvelle Europe, pas plus que des leçons sur l'inconscience et les bonnes manières. » Le vice-ministre polonais des affaires étrangères, Adam Rotfeld, a quant à lui estimé que « la France a le droit de définir sa politique à sa manière (...) mais la Pologne est aussi en droit de déclarer ce qui est bon pour elle, et il faut le respecter ».

JOUER AVEC LE FEU

L'irritation du président français remonte au 30 janvier, lorsque huit pays européens ont signé leur lettre très médiatisée pour manifester leur soutien aux Etats-Unis. A côté de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et du Danemark, trois pays candi-

dates apposaient leur signature : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Une semaine plus tard, dix autres pays, qui se sont intitulés le « groupe de Vilnius » – Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie, Macédoine, Croatie, Albanie et Slovaquie –, signaient une lettre rédigée dans les mêmes termes. Pourtant, vouloir intégrer l'Europe tout en jouant la carte américaine ne pouvait que contrarier les opposants à la guerre dont le noyau dur est l'entente franco-allemande. Pour les dix pays invités à rejoindre l'Europe – Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Chypre et Malte –, c'était une manière d'afficher leur fidélité à la politique de défense américaine tout en restant candidats à l'UE. Pour la Roumanie et la Bulgarie, c'était jouer avec le feu dans une Europe où les opinions publiques sont d'ores et déjà réticentes à un élargissement jugé dangereux.

Mirel Bran

Le jeu de menaces mutuelles fragilise le processus déjà délicat de l'élargissement

Les dirigeants français et ceux des pays candidats s'accusent les uns les autres de perturber les votes sur les adhésions

BRUXELLES

de notre bureau européen

Relancée par les propos de Jacques Chirac à l'issue du sommet de Bruxelles, la dispute entre la France et la plupart des pays candidats sur la crise irakienne a pris l'allure, mardi 18 février, d'un jeu de menaces mutuelles plus ou moins voilées, chaque partie accusant l'autre de rendre problématique, par son attitude, le résultat des futures procédures de ratification.

Le président de la République avait affirmé, lundi soir, que la démarche des pays candidats signataires de motions favorables à la position américaine pouvait se révéler « dangereuse » à la veille de la ratification des traités d'adhésion, en renforçant le « sentiment d'hostilité » d'opinions publiques plutôt réservées à l'égard de l'élargissement. Le message a été aussitôt relayé à Bruxelles par Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux affaires européennes, et à Varsovie par Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense. La première, qui venait de s'entretenir avec Gunter Verheugen, commissaire chargé de l'élargissement, a déclaré que le comportement des pays candidats

avait suscité, en France plus qu'ailleurs, « amertume » et « déception » et qu'il pourrait peser sur les opinions publiques des Quinze lors de la ratification des traités d'adhésion. La seconde, qui s'exprimait à l'issue d'une rencontre avec ses homologues allemand et polonais, a souligné que la prise de position des pays candidats risquait d'être « incompréhensible » pour l'opinion publique des



La position des pays candidats pourrait entraîner « une réaction des citoyens » parmi les Quinze
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

Quinze et qu'elle pouvait entraîner « une réaction des citoyens » estimant que « ces pays ne veulent pas la paix à l'intérieur de la famille européenne ».

Du côté des pays candidats, on n'a pas souhaité répondre publiquement à ces mises en garde, mais certains de leurs porte-parole ont fait observer que, si l'attitude qui leur est reprochée peut indisposer une partie de l'opinion des

Quinze, inversement les prises de position franco-allemandes inquiètent leurs propres peuples. Jacques Chirac, ont-ils dit, devrait y réfléchir à l'approche des prochains référendums. Le ministre tchèque des affaires étrangères, Cyril Svoboda, a lui-même lancé cet avertissement il y a quelques jours lorsqu'il a rencontré à Paris son homologue français, Dominique de Villepin. Il a reproché alors aux Français, aux Allemands et aux Belges de faire le jeu des euro-sceptiques, ajoutant que le sommet de Bruxelles, destiné à réaffirmer l'unité des Quinze, aurait « un impact sur le processus de ratification ».

La Commission européenne, qui ne s'est pas exprimée officiellement sur les propos de M. Chirac, semble partager la préoccupation des pays candidats. Soucieuse de ne pas compromettre l'élargissement au moment où s'engagent les campagnes référendaires, elle note, par la voix d'un de ses représentants, que « la partie n'est pas gagnée d'avance » et que, dans ce « processus délicat », il faut « faire attention au choix des mots ». De ce point de vue, dire aux pays candi-

dates qu'ils auraient mieux fait de se taire alors qu'ils viennent de retrouver leur souveraineté était « pour le moins malheureux ».

RÉFÉRENDUMS DES MARS

Dans son échange avec M^{me} Lenoir, M. Verheugen a reconnu que les questions de politique étrangère avaient sans doute été trop négligées au cours des négociations avec les pays candidats. Le commissaire allemand va se rendre prochainement dans ces pays pour s'associer aux campagnes d'explication de leurs gouvernements. Les référendums, les uns consultatifs, comme en Hongrie, en Slovaquie, en Estonie ou à Malte, les autres contraignants, auront lieu entre mars et septembre. Malte sera le premier Etat à voter, le 8 mars, l'Estonie et la Lettonie seront les derniers, respectivement les 14 et 20 septembre. La Hongrie se prononcera le 12 avril, juste avant la cérémonie officielle du 16 avril à Athènes, la Pologne le 8 juin, la République tchèque les 15 et 16 juin.

Seule Chypre, où les sondages sont pour le moment favorables au « oui », n'organise pas de référendum. Parmi les Quinze, quoi qu'en ait dit M. Chirac, aucun pays n'a

annoncé son intention de recourir à un référendum pour ratifier le traité d'adhésion. En revanche, la France a choisi cette procédure pour ratifier la future Constitution qui sortira des travaux de la Convention puis de la Conférence intergouvernementale.

La question la plus difficile, soulève-t-on dans certaines chancelleries, pourrait se poser à l'occasion de cette seconde ratification. Du côté des pays candidats, qui trouvent des avantages aux dispositions du traité de Nice, toute révision institutionnelle qui reviendrait en arrière par rapport aux acquis de ce traité serait mal accueillie : la tension créée par la crise irakienne pourrait ainsi, comme à retardement, compliquer la ratification du futur traité constitutionnel. Du côté des Quinze, l'incertitude n'est pas moins grande : privés de référendum sur l'élargissement, les Français pourraient être éventuellement tentés de faire part de leur mécontentement à l'égard de l'Union européenne lorsqu'ils seront appelés à se prononcer sur ses nouvelles institutions.

Thomas Ferenczi

Le Monde
ÉDITORIAL

L'Europe nécessaire

AVANT même que les ex-pays communistes d'Europe centrale et orientale soient entrés dans l'Union, une grave crise les oppose à trois des pays fondateurs : la France, l'Allemagne et la Belgique. Malgré l'accord conclu lundi à Bruxelles, nul n'ignore que la mésentente demeure. L'élargissement commence mal ! Alors qu'on avait célébré en décembre, avec faste et émotion, la fin des négociations d'adhésion, qui mettaient un terme aux divisions du continent européen créées et maintenues par la guerre froide, moins de deux mois plus tard l'Europe élargie se fractionne sur la question fondamentale du sens de son union, sur son rôle mondial et sur ses rapports avec les Etats-Unis.

Ces pays, en faisant fi de la position commune laborieusement adoptée par l'Union sur la crise irakienne, se sont montrés désinvoltes envers ceux qui s'apprêtent à les recevoir parmi eux. Mais ce n'était pas une raison pour les considérer avec plus de désinvolture encore en les traitant comme des Européens de seconde zone, tout juste bons à obéir en silence aux diktats de leurs anciens. C'était, de la part de Jacques Chirac, faire preuve d'un grand mépris à l'égard des futurs membres de l'Union que de leur reprocher sèchement d'« avoir perdu une bonne occasion de se taire » lorsqu'ils ont exprimé ouvertement leurs désaccords avec le trio franco-germano-belge.

Même s'ils n'appartiennent pas encore à l'Union, les nouveaux adhérents méritent d'être placés sur un pied d'égalité avec ceux qui les ont précé-

dés. On ne peut qu'être choqué par la distinction qu'ont établie Jacques Chirac, puis Michèle Alliot-Marie, entre ceux qui font vraiment partie de la famille et ceux qui n'en sont que les cousins éloignés. Comme l'a dit éloquemment Chris Patten, le commissaire chargé des relations extérieures, l'Union n'est pas le pacte de Varsovie. Ses membres gardent toute leur liberté de parole, qu'ils soient grands ou petits, anciens ou nouveaux.

On connaissait pourtant, avant de conclure à Copenhague les négociations d'adhésion, les différences d'approche entre les pays candidats et la majorité des Quinze. On savait que les anciens pays communistes n'étaient pas disposés à entrer dans une Europe qui s'affirmerait contre l'« hyperpuissance » américaine. Les Quinze, France comprise, ont choisi d'ignorer ces divergences. Elles éclatent aujourd'hui au grand jour.

La construction d'une politique étrangère et de défense commune à vingt-cinq n'est pas un objectif simple, et il ne suffit pas, comme pour le domaine économique, de réclamer que les nouveaux adoptent les « acquis communautaires » des anciens. Il suffit encore moins de réclamer qu'ils se taisent en écoutant les leçons brutales de la France. Pour y parvenir, il faut accepter le dialogue, prendre le temps de convaincre et, sans doute, élargir notre politique de défense aujourd'hui nationale. Surtout, il faut s'appuyer sur les opinions publiques des pays de l'Est, plus favorables aux thèses de la « vieille Europe » que leurs dirigeants.